

Garance ASBL **Rapport annuel 2018**

T +32 / 2 / 216 61 16
 Rue Royale 55
 BE-1000 Bruxelles
www.garance.be
info@garance.be
 Banque Triodos 523-0802063-45

Table de matières

Présentation générale de l'association	3
Fonctionnement interne en 2018	4
Gestion de qualité	5
Citations de nos participantes en 2018	6
Les activités et projets organisés par Garance en 2018	7
1. Le programme grand public	
Formations d'autodéfense pour femmes	7
Formations de défense verbale pour femmes	7
Groupes d'entraînement	8
Résister à l'antiféminisme	8
Autodéfense pour filles	8
2. Projets	
Femmes migrantes, actrices de leur sécurité	9
Femmes vivant avec un handicap intellectuel, actrices de leur sécurité	9
Genre et espaces publics	11
Enfants CAPables	12
Formation de formatrices	14
Groupe de travail et colloque « Femmes, justice, répression »	15
La collaboration avec d'autres organisations en 2018	16
Maisons d'accueil	16
Autres organisations féminines/féministes	16
Projet Faire face au sexisme (FaFa)	17
Organisations pour personnes en situation de handicap	18
Autres organisations	18
Formations pour les professionnel.le.s	19
La sensibilisation et information en 2018	20
Monde politique	20
Associations et autres	20
Réseaux belges et internationaux	21
Publications	23
Présence médiatique	23
Newsletter	24
Site web www.garance.be	24
Page Facebook	25
Conclusions	26
Rapport financier	29

Présentation générale de l'association

Garance ASBL a été fondée en 2000. Depuis, elle a pu former près de 9 000 femmes et filles et des centaines de professionnel/le/s à la prévention des violences, distribuer plus de 20 000 guides de sécurité et 12 000 sifflets d'alarme et s'imposer comme actrice dans le domaine de la prévention primaire des violences basées sur le genre.

Les valeurs de Garance (2008)

Le respect de l'intégrité physique et morale, ainsi que le respect des limites de chacun/e font partie intégrante des droits humains fondamentaux. Voilà pourquoi Garance favorise et renforce le droit pour chacun/e de choisir et de poser ses propres limites, de façon individuelle et/ou collective. Garance s'inscrit dans une logique de prévention primaire, entre autres par l'autodéfense. Nous appliquons une approche globale et cohérente en tenant compte de toutes les facettes d'une personne, qu'elles soient émotionnelles, mentales, verbales ou physiques.

Nous voulons contribuer à plus de bien-être et de sécurité. Nos activités permettent aux participant/e/s de développer et de renforcer leurs ressources, leur détermination et une image plus positive d'elles/eux-mêmes. Nous oeuvrons à développer les éléments indispensables à ceux-ci à savoir l'autonomie, la confiance en soi et la capacité d'action des citoyen/ne/s. Garance défie les idées reçues sur la violence par son analyse féministe de genre. Remettre en question ces stéréotypes permet aux femmes et aux hommes de créer de nouvelles solidarités et de renforcer celles qui existent.

Les activités de Garance s'articulent selon quatre axes :

➤ **Activités organisées par Garance**

Garance développe un programme pour le grand public à Bruxelles et en Wallonie, consistant majoritairement en formations en autodéfense et défense verbale pour femmes et filles. En plus, nous développons des projets spécifiques pour certains groupes cibles et thématiques, comme la sécurité et les espaces publics.

➤ **Collaboration avec d'autres associations**

De cette manière, nous touchons un public en général défavorisé, marginalisé ou en situation de crise. Dans ce contexte, l'action de prévention a d'autant plus d'impact que nos collaborations se développent principalement avec des associations et services en prise directe avec le vécu, la réalité quotidienne des femmes.

➤ **Sensibilisation et information**

Parce que le but de Garance est de rendre toutes les femmes et les filles plus fortes, nous réalisons des actions de sensibilisation qui s'adressent à un plus grand public que celui touché par les deux premiers axes. Le but est d'informer le plus grand nombre possible de personnes sur leurs possibilités de prévenir les violences et de leur fournir des outils concrets et pratiques.

➤ **Garance Pro**

Garance met à disposition son expertise spécifique de prévention primaire par le biais de formations pour les professionnel/le/s. Nous proposons cette expertise, ainsi que celle en analyse de genre, aux autorités publiques, employeuses/eurs, chercheur/e/s et institutions, afin d'intégrer ces aspects dans toute politique ou plan d'action afin d'enrichir de notre approche la lutte contre la violence.

Fonctionnement interne en 2018

La démocratie est un principe de travail important chez Garance, car elle promeut la participation active des femmes, non seulement aux formations que nous organisons, mais aussi au fonctionnement interne, et notamment à la réflexion stratégique et éthique. Intégrer les femmes de toutes origines et conditions de vie dans la prise de décision de notre association facilite aussi l'adaptation de notre travail à leur besoins et à leurs attentes. En effet, elles sont les mieux placées pour nous fournir les informations et représentations nécessaires pour une approche diversifiée. De plus, les pratiques de démocratie interne sont en concordance avec les objectifs de Garance et contribuent ainsi au renforcement de la confiance en soi, de l'autonomie et de la capacité d'action des femmes.

Fin 2018, Garance compte 18 membres effectives à l'Assemblée générale. En plus, Garance a 2 membres adhérentes et une membre formatrice. Après un nombre accru de réunions nécessaires pour l'achat de nos propres locaux en 2017, l'Assemblée générale est revenue à son rythme habituel de deux rencontres par an. L'AG de juin a adopté notre rapport annuel et les comptes de 2017. Les membres se sont penchées sur la version finale de notre rapport global en éducation permanente qui analyse nos activités du contrat-programme en cours (2014-18) et dessine les lignes de force pour le contrat-programme à venir. L'AG de décembre a adopté notre nouveau plan d'action et budget pour 2019, ainsi qu'une position contre l'interdiction du foulard.

Le CA, composé de cinq personnes, s'est réuni cinq fois. Deux des administratrices ont démissionné de leur mandat en 2018, l'une pour des raisons personnelles et l'autre à cause de l'incompatibilité d'un mandat au CA avec son statut de travail associatif. Le grand sujet de 2018, hormis les nouveaux locaux, a été l'élaboration d'une évaluation de nos activités dans le contrat-programme éducation permanente en cours et de perspectives pour le futur contrat-programme (2019-23). Pour cela, le CA a mené une enquête par questionnaire en ligne parmi nos membres, formatrices et partenaires privilégiés et, sur cette base, a mené un processus de réflexion interne avec les membres, notamment lors d'une journée de réflexion où les membres ont pu s'exprimer sur les priorités stratégiques de Garance. Le nouveau plan quinquennal en éducation permanente qui en ressort prévoit plusieurs chantiers pour renforcer structurellement l'association et ses actions, entre autres pour actualiser nos valeurs, développer une réflexion (et des pratiques!) sur l'inclusion et améliorer la gestion de la qualité de nos activités. Sur le plan des sujets à traiter, la neutralité de genre, les violences institutionnelles, une réflexion féministe sur la répression ou encore la résistance sont sur nos tablettes.

Nos nouveaux locaux ont occupé une bonne part de nos énergies et de nos ressources en 2018. Il était nécessaire de les rénover à fond (installation électrique, rénovation approfondie des parquets, plafonds et cloisons, installation de bureaux, éclairage LED et cuisine équipée), ce pourquoi nous avons lancé notre premier marché public qui a été emporté par Julie Loriaux. Il nous a fallu aussi acheter le mobilier nécessaire et organiser le déménagement. Tout le mois d'avril, le secrétariat a donc été fermé afin de nous permettre de trier et de préparer au transport les traces de presque 20 ans de fonctionnement, les déménager dans nos nouveaux locaux et leur y trouver des places. Ce travail en valait la peine, car nos nouveaux locaux sont lumineux et accueillants, permettent à l'équipe de s'agrandir encore un peu et incluent une salle d'activités où nous pouvons dorénavant proposer toute sorte de formations et accueillir des réunions. Les retours de nos partenaires associatifs et institutionnels, ainsi que de nos participantes sont très positifs.

2018 a été une nouvelle année de croissance. L'équipe de base de Garance, financée de manière récurrente, est composée de six postes à mi-temps, trois permanentes éducation permanente, deux postes ACS ex-FBIE et un poste Maribel. A cela se rajoutent des emplois supplémentaires financés par des subventions facultatives et les revenus de nos activités. Ainsi, une collègue travaille de manière continue pour le projet Enfants CAPables (voir p. 12) et une autre pour des projets concernant le genre

et l'espace public (voir p. 11). Cette dernière a remplacé la travailleuse engagée sur le poste Maribel quand celle-ci a quitté Garance pour s'installer en France. S'est rajouté, de janvier à octobre, un poste pour le nouveau projet *Femmes en situation de handicap mental, actrices de leur sécurité* (voir p. 9) et, à partir d'octobre, un second pour le projet d'autodéfense féministe pour filles. Globalement, notre équipe a augmenté de 5,2 ETP à 5,6 ETP, renforcé par un poste Article 60 pour le secrétariat. C'est un nouveau pic historique qui s'est traduit en une poursuite de l'augmentation de nos activités.

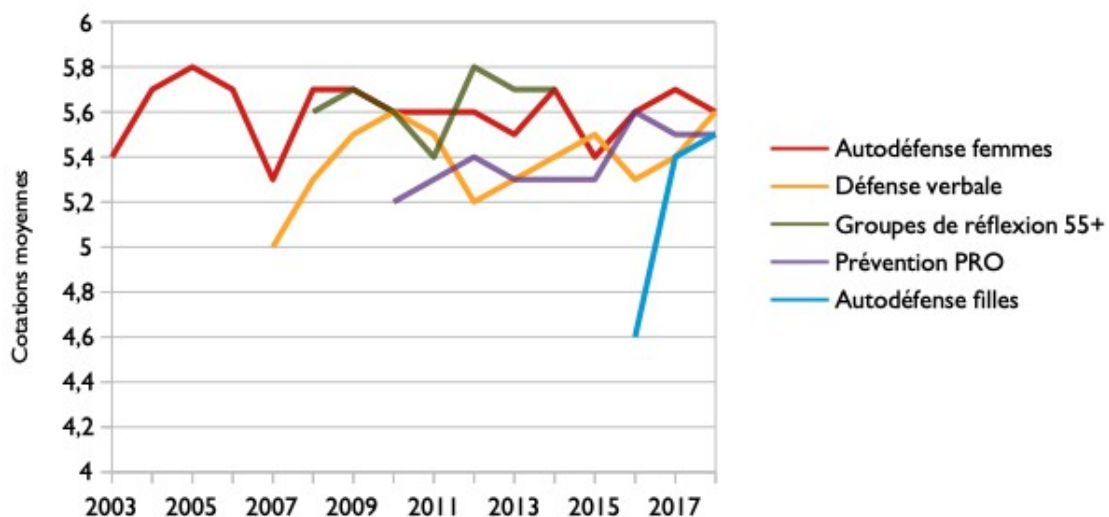
Les grands changements des dernières années en ont provoqué un inconfort dans l'équipe, et nous avons pensé nécessaire de nous faire accompagner pour améliorer la cohésion et développer une vision partagée de l'association et de ses missions et valeurs. Nous avons fait appel à une coach, Delphine Pennewaert / Developing Talents pour nous accompagner dans ce processus qui a comme but de clarifier ces questions et résulter, en 2019, en une nouvelle carte de visite de Garance.

Gestion de qualité

Pour savoir si nos activités correspondent toujours aux attentes et aux besoins des participantes, nous évaluons chaque formation ou groupe de manière informelle (par un feedback oral à la fin de l'activité) et formelle (par un questionnaire d'évaluation). En 2018, 245 personnes ont rempli un questionnaire d'évaluation pour l'autodéfense, 59 pour la défense verbale et 37 pour les formations pro (la majorité de ces formations est effectuée pour d'autres organisations qui utilisent leurs propres questionnaires d'évaluation). Une nouvelle formation a été évaluée pour la première fois, par 10 participantes, mais n'apparaît pas encore dans le graphique 1, *Réagir à l'anti-féminisme*.

Nous avons pu maintenir la bonne satisfaction de nos participantes qui fluctue depuis des années entre 5 et 6 sur une échelle de 1 (pas satisfait.e du tout) à 6 (très satisfait.e). En 2018, ce n'est pas différent, avec des scores entre 5,5 (Prévention dans le contexte professionnel) et 5,7 (Résister à l'antiféminisme). Nous constatons cependant le besoin d'améliorer l'utilisation des questionnaires par nos formatrices afin de permettre une évaluation plus systématique de toutes nos activités.

Graphique 1: Satisfaction globale 2003-2018



Globalement, nous sommes satisfaites de ces résultats. 2018 a été marqué par une première consolidation de nos acquis et de notre structure. Beaucoup reste à faire pour accompagner la croissance avec des structures et des outils adaptés à ces nouvelles réalités organisationnelles, mais nous avons dorénavant une bonne base.

Citations de nos participantes en 2018

”

- Je m'attendais à un cours comme les autres mais bonne surprise, c'était plein d'exercices. (défense verbale)
- C'était une super formation dynamique compréhensive et simplement révélatrice par rapport au statut de la femme. (défense verbale)
- Beaucoup d'outils très pertinents que je suis contente de connaître. (autodéfense femmes)
- Je suis très contente avec ce qu'on a appris mais surtout d'être entourée de femmes et partager ces techniques. (autodéfense femmes)
- Je repars grandie grâce à ces deux jours de formation. Intense mais d'une richesse humaine et « technique » précieuse. Merci de m'avoir sortie de ma zone de confort avec respect et bienveillance, merci de m'avoir montré que j'ai été capable ! (autodéfense femmes)
- Que la hiérarchie fasse cette formation, qu'elle soit présente pour nous écouter. La hiérarchie n'est jamais au courant de ce que l'on subit au quotidien – agressions sexistes, racistes, verbales. (formation pro)
- J'aimerais que cette formation continue régulièrement dans notre service de soins infirmiers à domicile. (formation pro)
- Je me suis sentie très bien dans le groupe tout en apprenant pleins d'outils pour se sentir plus armée contre l'antiféminisme, ça fait du bien d'avoir un espace pour partager. (réagir à l'antiféminisme)
- J'ai beaucoup aimé car on apprend des choses pas spécialement drôles en s'amusant. (autodéfense filles)
- Ça aide vraiment les filles pour être soi-même. C'est trop cool. (autodéfense filles)

“

Les activités et projets organisés par Garance en 2018

I. Le programme grand public

En 2018, nous sommes dans un dynamique d'augmentation de demande pour les activités de notre programme, comme l'atteste les listes d'attente. C'est évidemment une bonne nouvelle mais cela entraîne aussi un problème récurrent et de plus en plus présent de pouvoir répondre à cette demande croissante et donc de disposer de plus de ressources humaines pour animer ces activités.

Formations d'autodéfense pour femmes

L'autodéfense pour femmes reste notre formation de base. Loin des clichés, il s'agit dans cette approche globale de prévention de démystifier le phénomène des violences faites aux femmes et de renforcer la confiance en soi des participantes et leur capacité d'action face à cette violence. Elles s'exercent à détecter des situations potentiellement dangereuses et à y mettre un terme avant que ces situations ne puissent s'envenimer. Nos formations sont aussi un moment important pour susciter ou approfondir la réflexion sur le sexisme et d'autres inégalités comme sources de violence. Le cadre mis en place par Garance, les outils proposés par les formatrices ainsi que le partage d'expériences permettent d'accroître l'autonomie des participantes.

En 2018, nous avons maintenu le nombre de stages d'autodéfense à Bruxelles avec 6 stages pour 67 participantes. Nous avons proposé cette année un stage en soirée qui a bien fonctionné et nous allons continuer cette formule. Comme il a fallu mettre en place pour chacun de ces stages une liste d'attente, nous devons en proposer davantage l'année prochaine. Pour ce qui est des territoires wallons, les efforts pour augmenter l'offre ont été récompensés puisque quatre formations ont pu avoir lieu, en dehors de tout partenariat ou projet spécifique : un à Ottignies, deux à Namur où nos stages commencent à bien se faire connaître, un à Tournai où nous continuons à peiner pour remplir les activités prévues. Si à tout cela nous ajoutons les stages donnés dans le cadre du projet FaFa (Faire face au sexisme, voir page 17) cela fait 6 stages en tout en Wallonie pour un total de 54 participantes. Les faits à pointer sont donc l'augmentation de la demande à Bruxelles, la stabilisation des stages à Louvain-la neuve et à Namur et un très léger mieux pour l'antenne de Tournai.

Formations de défense verbale pour femmes

Les formations en défense verbale permettent d'approfondir la réflexion sur les agressions plus insidieuses et quotidiennes et de s'outiller mieux pour y faire face. Au programme : l'évaluation de situations diverses pour mieux identifier les meilleures stratégies de prévention, la gestion des émotions, la prise de conscience de ses propres limites et des outils verbaux et non verbaux pour poser ses limites. Cette formule nous permet d'aborder de manière plus claire le sujet du harcèlement, une forme de violence très répandue non seulement dans le contexte professionnel, mais aussi familial et de voisinage et dans l'espace public. Nous avons constaté l'absence d'organisations qui accueillent et soutiennent spécifiquement des victimes de harcèlement et tentons de combler ce manque avec des pistes d'action et de réorientation lors de notre formation.

En 2018, si nous sommes repassées à 4 stages en défense verbale à Bruxelles (pour 5 en 2017), comme pour ceux d'autodéfense, les stages à Bruxelles et en Wallonie ont tous été rapidement remplis. En Wallonie, en comptant le partenariat avec Chez Zelle et Corps Ecrits, deux stages ont été donnés, ce qui, in fine, augmente donc le nombre de stages de défense verbale par rapport à l'année passée, avec un total de 56 participantes.

Groupes d'entraînement

Une fois par mois, en dehors des vacances d'été, Garance propose une soirée d'entraînement à Bruxelles qui est ouverte à toutes celles qui ont suivi un stage d'autodéfense. Les participantes peuvent répéter les techniques apprises lors de leur formation initiale, approfondir leurs savoirs et savoir-faire et poser des questions sur des situations qu'elles ont rencontrées précédemment et qu'elles n'ont pas pu résoudre avec satisfaction... ou au contraire partager des situations qu'elles sont fières d'avoir résolues. Chaque entraînement est consacré à un sujet différent, choisi par les participantes, et englobe des techniques de base ainsi que des techniques avancées et des réflexions.

En 2018, la situation s'est améliorée pour le groupe d'entraînement bruxellois ; il semble que l'analyse que nous faisons pour le manque d'inscriptions et les annulations successives des entraînements mensuels en 2017 était pertinente. Depuis qu'une seule animatrice s'occupe des entraînements et que ceux-ci se déroulent dans notre nouvelle salle, aucune séance n'a été annulée. Le nombre de participantes est parfois réduit, mais le fait de maintenir l'activité et d'assurer l'animation semble conforter la régularité de certaines et petit à petit un nouveau groupe se consolide.

Résister à l'antiféminisme

Lors des journées d'action qui ont eu lieu en 2017 à Liège et à Bruxelles, est apparue une demande importante pour des formations approfondies sur la question de comment résister à l'antiféminisme. Cette nouvelle formation se développe en parallèle avec la résistance aux discours d'extrême droite qui se répandent y compris dans des partis ou de mouvements politiques considérés comme légitimes. Une formation de deux jours a été conceptualisé et proposé dans notre programme d'activité. Nous avons organisé deux stages, un comme ballon d'essai à Bruxelles en 2018 et un second à Liège en 2019. Comme les autres activités de notre programme, ces deux stages ont été rapidement remplis. La formation pilote à Bruxelles s'est tenue en octobre dans nos locaux en a réuni 12 participantes et l'évaluation en fin d'activité en a été très positive. Nous avons donc décidé de développer ces activités en proposant par exemple dorénavant ces formations aussi dans le cadre du projet FaFa à Louvain-la-Neuve (voir p. 17).

Autodéfense pour filles

En 2018 aurait du démarrer notre projet dédié à l'autodéfense pour filles. Pour des raisons de retards de financement il n'aura pu voir le jour que tout à la fin de l'année, à l'exception du long travail de réflexion entamé dès 2017. Le travail pour ce projet a consisté, dans un premier temps, en une revue de la littérature scientifique, la conceptualisation de nos méthodes et outils et le réseautage pour l'organisation de stages et ateliers test. Parallèlement à ce travail, nous avons continué à proposer des formations d'autodéfense pour filles. La prévention primaire est d'autant plus efficace qu'elle commence tôt, et travailler avec les filles à partir de 8 ans est donc important. Quatre stages pour quatre tranches d'âge différentes ont été proposés à Bruxelles pour un total de 43 filles et 7 en Wallonie pour 66 filles.

Ces formations se basent sur le même concept théorique que les formations pour femmes adultes, mais intègrent plus de moments ludiques et moins de moments de parole. Les situations d'agression traitées sont adaptées à la réalité de vie des filles, à leur âge et leur compréhension. La durée des activités est également adaptée à la tranche d'âge. Il nous semble particulièrement important de parler avec elles des possibilités de trouver de l'aide et de la nécessité de poser ses limites face à des adultes qui abusent de leur autorité. Et bien sûr, le plaisir et le rire sont des facteurs centraux pour un apprentissage agréable et durable.

2. Projets

Femmes migrantes, actrices de leur sécurité

Il s'agit essentiellement dans ce projet de rendre visible et de renforcer les ressources des femmes migrantes pour assurer leur propre sécurité. Pour cela, nous formons des animatrices paires, donc des femmes ayant parcouru elles-mêmes un trajet migratoire, pour animer des groupes d'autres femmes migrantes, en français ou dans la langue de leur public, sur base de la philosophie de l'éducation par les paires. Le sujet des ateliers et groupes de réflexions sont la sécurité et la prévention des violences.

En 2018 a débuté à Namur une nouvelle formation de six animatrices paires migrantes en Wallonie. La nouvelle formation se terminera en juin 2019. Les animations sur la sécurité (ateliers et groupes de réflexion) données dans ce cadre ont donc lieu dans les associations partenaires en Wallonie et sont désormais assurées par les animatrices paires. Dans ce premier temps, elles sont accompagnées par la formatrice de Garance afin de se préparer à l'animation en autonomie après la fin de la formation. Les associations partenaires sont Le Collectif contre les Violences Familiales et l'Exclusion de Liège, L'Espace 28 à Verviers et le Collectif des femmes de Louvain-la-Neuve.

Par ailleurs les cinq animatrices paires migrantes de Garance à Bruxelles formées en 2016-17 ont maintenu leur activité avec quatre groupes de réflexion (50 participantes), trois ateliers de la sécurité (32 participantes) et deux séances d'information (21 participantes). Dans ce cadre les partenaires étaient Le Figuier, la Maison de la participation d'Anderlecht, la Maison des Enfants d'Anderlecht, l'administration communale d'Anderlecht, l'Accueil Montfort et la Maison des femmes de Molenbeek. Consécutivement aux animations sur la sécurité, Garance a pu également proposer à leur public des ateliers d'autodéfense et de défense verbale qui sont programmés pour l'année 2019.

17 ateliers et stages en autodéfense et défense verbale ont pu avoir lieu auprès du public des femmes migrantes parallèlement au projet de l'animation par les paires. Avec ces activités, le projet Femmes migrantes actrices de leur sécurité s'est davantage ancré en Wallonie avec des partenariats avec les Centres d'accueil de demandeur.euses d'asile de la Croix-Rouge de Yvoir, les centres Fedasil de Florennes et de Jodoigne, Forma à Namur et le Collectif des femmes de Louvain-la-Neuve. D'autres partenariats ont eu lieu avec différentes maisons d'accueil à Bruxelles et en Wallonie (voir p. 16). Au total, 187 femmes migrantes ont participé à ces activités.

Enfin, Garance a mené auprès des professionnel.le.s en centre d'hébergement de demandeur.euses d'asile une formation ayant pour objectif d'outiller les équipes pour aborder les violences et la sécurité avec les femmes hébergées, cela dans une perspective féministe. 12 professionnel.le.s ont participé à cette formation.

Garance a mené une évaluation globale des partenariats du projet, par formulaire en ligne et ensuite par un *focus group*, afin de dégager les points forts et les améliorations possibles dans notre travail auprès des femmes migrantes. Par ailleurs, nous avons constaté que le public de femmes migrantes est de plus en plus présent dans les stages pour le grand public. Ceci laisse penser que les ateliers de tous types à destination de ce public, qui se sont multipliés, ont joué un rôle d'accroche et favorisé le bouche-à-oreille.

Femmes en situation de handicap mental : actrices de leur sécurité

Dans ce projet pilote nous formons des animatrices vivant avec un handicap intellectuel qui animent ensuite des ateliers sécurité pour les femmes de leurs institutions. Le constat de départ est que les personnes en situation de handicap intellectuel qui participent aux formations *Vivre en sécurité*

(autodéfense adaptée) de Garance s'identifient moins à l'animatrice parce qu'elle ne vit pas les mêmes réalités et n'a pas les mêmes capacités que les participant.e.s. Par ailleurs, comme lors des formations avec un public valide, le groupe mixte est un frein à la participation active des femmes présentes, par la gêne de s'exprimer devant des personnes qui peuvent faire partie du problème et par la reproduction des rapports de pouvoir sexistes au sein du groupe.

Le but du projet est donc de former de façon participative des femmes vivant avec un handicap intellectuel pour qu'elles soient capables de mener des ateliers destinés à d'autres femmes vivant avec un handicap intellectuel, sur base de la philosophie de l'éducation par les paires. Cependant, les animatrices paires ne sont pas en mesure de gérer la partie logistique de la mise sur pied d'ateliers dans leurs institutions. En plus, un atelier sécurité peut être un espace où des violences vécues sont dévoilées, et la réorientation et l'accompagnement d'une femme victime de violence dépasse les compétences et ressources de nos animatrices paires. Pour ces raisons, les animatrices sont chacune secondée par une professionnelle de leur institution (le plus souvent une éducatrice) qui est formée avec elle. Le rôle d'assistante pendant les ateliers est cantonné au strict nécessaire et n'est qu'un soutien en cas de besoin. L'animatrice paire est et reste la personne centrale autour de qui s'organise l'atelier.

Comme il s'agit d'un projet pilote, il a été nécessaire de construire l'approche pédagogique, la formation et les outils pour les animatrices paires et les assistantes. Ils ont été co-construits sur base des échanges entre les formatrices de Garance, les animatrices paires et leurs accompagnatrices. Cette boîte contient un manuel en Facile à lire et à comprendre (FALC) pour l'animatrice, du matériel à afficher à chaque atelier, des cartes de situations, des photo-langages et d'autres outils nécessaires, organisés par atelier. Le tout, mis au point pour être en adéquation avec les vécus des participantes et compris par elles.

Les ateliers sécurité sont conçus pour faire réfléchir les femmes vivant avec un handicap intellectuel à leurs possibilités d'action face à des situations de transgression de limites, voire d'agressions. Par un échange d'idées et d'expériences, elles se rendent compte qu'elles ont des ressources individuelles et collectives pour prendre leur sécurité en main et gagner en autonomie. Les sujets abordés sont :

- Les actions de sécurité
- Les limites
- A l'aise dans la rue
- A l'aise à la maison

Un cinquième atelier sur les discriminations n'a pas pu être construit par manque de temps. Pour chaque atelier, nous avons organisé des journées de formation qui étaient assez espacées pour permettre à chaque animatrice paire de réaliser dans son organisation l'atelier qu'elle a appris à animer, avec le soutien de son assistante et d'une formatrice de Garance.

Les quatre journées de formation (et la journée de formation préparatoire pour les assistantes) ont eu lieu à l'AVIQ à Charleroi. Cinq animatrices paires ont été formées, et chacune a animé des ateliers dans son institution avec 4 à 8 participantes (30 femmes au total).

Les évaluations des ateliers par questionnaires remplis par les participantes confirment le constat d'accessibilité et d'utilité des ateliers de sécurité pour les femmes vivant avec un handicap intellectuel. Les animatrices paires ont également beaucoup apprécié l'expérience dont elles sont très fières. Ce projet a permis de révéler et de renforcer chez les animatrices et les participantes des capacités habituellement sous-estimées. Les assistantes ont également été satisfaites de l'expérience et ont dit avoir modifié le regard qu'elles portent sur certaines de leurs pratiques (que ce soient des habitudes institutionnelles ou non) ainsi que sur les capacités de leurs bénéficiaires.

Pour présenter le projet et ses résultats et pour valoriser le travail des animatrices paires, une

journée d'étude et d'action a été organisée le 15 octobre à Bruxelles. L'objectif (et le public cible) était double : d'un côté, nous voulions donner aux femmes vivant avec un handicap intellectuel l'occasion de prendre la parole par rapport aux situations problématiques qu'elles rencontrent en termes de sécurité ; de l'autre côté, nous voulions sensibiliser les professionnel.le.s du secteur du handicap et les proches des femmes à cette thématique. 75 personnes y ont assisté, dont le tiers environ de femmes vivant avec un handicap intellectuel. Le titre et le programme ont été co-construits avec les animatrices paires qui ont aussi joué un rôle actif pendant la journée : prises de parole pour présenter le projet et leurs expériences en tant qu'animatrice, personnes ressources pour les participantes vivant avec un handicap intellectuel, animation d'ateliers. Nous avons pris soin de rendre les récits théoriques plus tangibles pour les participantes en invitant une femme victime de violence par son partenaire de témoigner de son vécu et comment elle s'en est sortie. Tout cela a créé, malgré la longue journée, une grande motivation chez les participantes de continuer ce travail.

Pour 2019, nous prévoyons une nouvelle formation d'animatrices paires et le développement de l'atelier manquant sur la discrimination. A plus long terme, nous aimerions pouvoir proposer cette formation chaque année et sommes en pourparlers avec l'AVIQ et le PHARE pour concrétiser cela.

Genre et espaces publics

On s'attendait à une année 2018 très chargée étant donné l'engouement de l'IBGE et du Cabinet Frémault pour poursuivre le projet « Femmes au parc ! », d'une part et la sélection de notre projet « Genre et Espaces Publics » dans le cadre du Contrat de quartier durable Magritte à Jette, d'autre part. Or, les délais de réponse de la part des pouvoirs subsidiants se sont avérés beaucoup plus longs que prévu. Finalement, aucun des deux projets n'a pu voir le jour pour différentes raisons.

Concernant le projet « Femmes au parc ! 2 », nous attendions l'appel d'offre pour janvier 2018 mais il n'est sorti qu'en septembre. Nous avons répondu à l'offre en octobre pour un projet sur 12 mois qui prévoyait : la formation des gardien.ne.s de parc, des marches exploratoires, l'aménagement d'un parc sélectionné « test », le développement d'activité en non-mixité. Bruxelles-Environnement a postposé la date de réponse à plusieurs reprises. Ce n'est qu'en janvier 2019, que nous avons reçu une réponse négative basé sur un avis négatif de l'inspection des finances, non de notre offre, mais du cahier de charge. Nous sommes donc de retour à la case zéro.

Le projet à Jette aurait dû commencer en janvier 2018. Nous avons répondu à l'appel à projets en octobre 2017 en établissant un projet d'analyse de genre de l'espace public solide sur quatre années. Dans un premier temps, la Commune nous a demandé de réduire la durée du projet à une année diminuant ainsi sensiblement l'intérêt de notre contribution uniquement limitée à des comptages genrés et à quelques marches exploratoires. Ce nouveau projet, introduit en décembre 2017, a reçu l'approbation de la commission de concertation en mars 2018 et du conseil communal et du comité d'accompagnement en avril 2018. Malheureusement, nous nous sommes rendues compte que les attentes de la Commune ne correspondaient plus à ce qui avait été convenu (elle nous demandait de réaliser des tâches non budgétisées). Les échanges ont été compliqués avec l'administration, si bien qu'elle a mis, de manière unilatérale, un terme à la collaboration avant qu'elle n'ait même commencé.

Dans les deux cas, nous avons été confrontées à un rapport de force désavantageux entre une association et un pouvoir public. D'un côté, notre participation semble être une ressource communicative, tant pour la Région Bruxelles-Capitale que pour la Commune de Jette, même quand nous sommes empêchées de véritablement participer. De l'autre côté, les autorités publiques ne respectent pas leurs engagements envers des associations sans que nous ayons les leviers pour faire respecter les accords.

Que les rapports entre associations et pouvoirs publics puissent bien fonctionner a été exemplifié avec la Ville de Bruxelles. En mars, nous avons réalisé dix marches exploratoires dans le quartier des Marolles à Bruxelles, en amont d'un contrat de quartier. Ce projet a été soutenu par la Cellule Egalité des Chances de la Ville de Bruxelles et a fait l'objet d'un rapport organisé en thématiques. Dans ce quartier, les questions de gentrification nous semblent cruciales, car un aménagement plus inclusif ne doit pas être le déclencheur ou accélérateur de ce processus d'exclusion sociale des populations populaires. Pour répondre à cette préoccupation, nous avons notamment pris en considération le « type de fréquentation » de l'espace par les marcheuses afin de le mettre en perspective avec leurs recommandations. Nous avons également intégré la question des logements sociaux et mis l'accent sur la question de la gratuité. Nous avons eu des retours positifs de la part des associations, des marcheuses et de la Ville de Bruxelles. Une collaboration continue avec la Ville se dessine pour 2019 afin de compléter cette analyse avec des activités de réappropriation de l'espace public par les femmes.

Enfin, nous avons également réalisé une formation interne sur les marches exploratoires. Elle a donné lieu à des échanges enrichissant au sein de l'équipe et nous a permis de préciser certains concepts et de prendre du recul sur nos façons d'appréhender l'analyse de genre des espaces publics. Par exemple, nous nous demandons comment combattre l'instrumentalisation de notre travail à des fins de gentrification.

Enfants CAPables

Le début de l'année scolaire 2017-2018 avait été marqué par un manque de subvention. Comme il n'était pas possible d'assurer le salaire des deux collaboratrices et les honoraires de l'équipe d'animation et donc de réaliser le programme pour toute une école, nous avons décidé de concentrer nos efforts sur un rapport évaluatif du projet Enfants CAPables depuis sa création en 2015, en attendant que des nouveaux financements nous permettent de continuer notre travail d'animation. À partir de cette évaluation approfondie, nous avons modifié nos outils pour qu'ils répondent mieux à la réalité de terrain. Nous avons, entre autres, revu complètement nos ateliers adultes car nous constatons des résistances de la part des enseignant.e.s.

L'année 2018 a commencé par l'accord des subsides en attente, qui nous ont permis de conserver l'emploi d'une travailleuse et de reprendre les animations. Nous avons commencé par une école de 14 classes, où nous avons pu tester notre nouvel atelier adultes avec succès. La différence dans notre collaboration, bien plus sereine, s'en est ressentie. Il y avait, en outre, une assistante sociale qui était présente dans l'école la plupart du temps et qui a pu recevoir les situations des enfants, avec l'accompagnement si nécessaire de la psychologue du PMS. Le déménagement des bureaux et la recherche de fonds pour le projet ont occupé un bon mois. L'école prioritaire sur la liste d'attente a mis du temps à nous répondre sur son indisponibilité et il était trop tard pour commencer une autre école de manière sereine et constructive. En effet, notre expérience de la dernière école qui a reçu nos ateliers entre fin mai et mi-juin 2017, nous a appris qu'il s'agissait d'une très mauvaise période, puisque toute l'école, enfants et enseignant.e.s, se concentrent sur les examens de juin et ont peu de temps et d'énergie à mettre dans un projet tel que le nôtre. Et le faire dans ces conditions aurait été contreproductif.

A la rentrée 2018/19, nous avons donné des ateliers dans une école, dont la nouvelle direction a la

volonté de réduire la violence et de faire intervenir toutes les animations qui peuvent l'aider dans ce sens. Nos animatrices ont pu remarquer une différence (par rapport aux autres écoles dans lesquelles Garance est déjà intervenue) dans les classes de quatrièmes, cinquièmes et sixièmes en abordant le sujet des agressions sexuelles par un adulte connu. En effet, ils.elles avaient reçu avant notre passage dans l'école un atelier sur le consentement donné par le Monde selon les Femmes. Les enfants ont pu transposer ce qu'ils.elles ont appris dans cet atelier à une situation de non-respect de consentement et mettre des mots à eux sur la situation jouée dans la saynète. Cela leur facilite clairement la compréhension de cette saynète et renforce leur apprentissage passé. Nous trouvons cette complémentarité très intéressante et sommes enthousiastes à l'idée de créer un partenariat plus durable avec le Monde selon les Femmes.

Nous avons ensuite travaillé avec une école de devoirs, dont les animateurs.trices étaient très enthousiastes et impliqué.e.s. Pour la première fois, nous avons testé l'animation classe avec des groupes de 8 à 12 enfants, ce qui est très confortable. Nous avons constaté que l'écoute entre enfants en est facilitée et envisageons de diviser les grandes classes en deux groupes, à l'avenir. Vu que l'école de devoir ne travaille pas avec un Centre PMS, nous avons contacté en amont des ateliers une AMO (Aide en Milieu Ouvert) proche, qui était prête à intervenir en cas de situations à prendre en charge. Les AMOs sont au service des enfants et des jeunes pour les aider dans leur demande. Il s'agit là d'une découverte très intéressante pour nous, puisque les AMO ont d'autres moyens d'action que les Centre PMS. Pour la première fois depuis qu'Enfants CAPables va dans des écoles, il n'y a pas eu de situation à signaler. Les animatrices et les enfants ont trouvé des solutions, parfois avec l'aide de l'animateur ou de l'animatrice du groupe d'enfants.

Dans ces nombreux ateliers, nous avons aussi rencontré des situations difficiles. Par exemple, lors d'un des derniers ateliers donnés dans une des écoles, une situation de violences verbales et physiques de la part d'une enseignante a été signalée par quelques enfants. Garance a été l'intermédiaire pour dénoncer cette situation auprès de la Fédération Wallonie-Bruxelles, qui a dû ouvrir une enquête. Dans une autre école, il y a eu notamment une situation de violences sexuelles entre enfants lors du moment de rencontre des enfants avec les animatrices après l'atelier. Cet incident a été pris en main rapidement et avec efficacité par la direction, avec l'aide du Centre PMS. Ce type d'expérience nous confirme que Enfants CAPables est une approche utile, non seulement pour la prévention primaire des violences envers les enfants, mais aussi pour le dépistage de situations de violence existantes et le soutien des enfants concerné.e.s.

Tableau I : Nombre de signalements Enfants CAPables, 2016 - 2018

Types de signalement	Nombre de signalements		
	2016	2017	2018
Violences			
Intimidation entre enfants	43	9	11
Violence psychologique par personnel scolaire	3	1	2
Violence physique et psychologique par personnel scolaire	1	5	1
Violence psychologique dans la famille	4	7	
Violence sexuelle dans la famille	2	1	1
Violence physique dans la famille	8	2	6
Violence sexuelle hors famille			3
Témoin de violence conjugale	5	2	2
Témoin de violence sexuelle			2

Autres situations problématiques			
Conflits entre ami.e.s	4	7	1
Mal-être profond général	4	2	1
Problème d'apprentissage scolaire	1	1	
Total	75	39	30
En % des enfants	4,40%	5,60%	5,87%

Notre intervention a pu atteindre au total 511 enfants avec un taux de satisfaction positif de 74%, 19 parents (sur base volontaire) avec un taux de satisfaction à 100% et 41 membres du personnel des écoles (avec présence obligatoire), qui ont évalué leur atelier adultes à 88% de satisfaction et l'atelier enfants dans leur classe à 100%. Lors des moments de rencontre après leur atelier en classe, nous avons rencontré 343 enfants, soit 67% des enfants qui ont reçu l'atelier. Nous avons signalé 30 situations préoccupantes révélées par les enfants. Comparé à l'année précédente avec 39 signalements sur 686 enfants, c'est une légère augmentation de la proportion d'enfants vivant des situations préoccupantes.

Nous prévoyons d'animer encore au moins une école sur la fin de l'année scolaire 2018-2019. Pour l'année prochaine sont à prévoir : la recherche de fonds privés et publiques et l'organisation d'une formation pour renforcer l'équipe d'animation ECAP à Bruxelles et, si possible, pour en créer une deuxième dans la province de Liège.

Formation de formatrices

La demande croissante pour nos activités nous oblige à enchaîner les formations de formatrice en autodéfense féministe. A peine le cycle 4 terminé en 2017, nous avons démarré un nouveau groupe de formation en avril 2018, avec 14 participantes, qui prendra fin en novembre 2019. En cinq modules de formation collective et un accompagnement individuel par le biais d'observations et co-animations avec des formatrices confirmées, elles acquerront un vaste répertoire de savoirs et savoir-faire pour pouvoir opérer en indépendance. Quatre d'entre elles viennent de France et y diffuseront l'autodéfense féministe via des associations soeurs de Garance, par exemple Difenn en Bretagne et Faire face à Toulouse. Les autres participantes veulent travailler pour Garance une fois la formation terminée, et cinq d'entre elles viennent de Wallonie pour renforcer nos équipes locales d'intervention.

Suite aux évaluations du groupe précédent, la formation actuelle a légèrement changé sa formule : le premier et dernier module restent en résidentiel, mais changent de lieu. Dorénavant, nous profiterons des espaces verts de la Marlagne. Les trois modules intermédiaires ont lieu dans les locaux de Garance, et les participantes s'organisent elles-mêmes pour le logement et l'alimentation.

La nouvelle formation de formatrice connaît aussi des modifications légères au niveau des contenus. Les questions de privilèges et d'intersectionnalité seront abordées dès le premier module afin de former un fil rouge tout au long de la formation pour mieux préparer nos formatrices à questionner les rapports de pouvoir et travailler avec une pédagogie anti-oppressive avec toute sorte de public. Plus d'accent sera aussi mis sur le self-care afin d'assurer le bien-être et un engagement durable de notre équipe de formatrices.

Depuis la première formation de formatrices organisée de manière formelle en 2008, Garance a formé 42 personnes à animer des ateliers et formations d'autodéfense féministe. Pour toutes celles qui enseignent à leur tour, que ce soit à Bruxelles, en Wallonie ou à l'étranger, nous avons mis en place, dès ce moment, une formation continue et intervision. Chaque année, nous proposons trois journées individuelles et un week-end pour celles qui habitent loin de Bruxelles. En 2018, une journée et un

week-end de formation continue ont eu pu être réalisés pour un total de 22 formatrices.

Groupe de travail et colloque « Femmes, justice, répression »

La préoccupation centrale de Garance est de prévenir les violences et de contribuer à la sécurité de tou.te.s, et en particulier des personnes les plus vulnérables (femmes, enfants, migrant.e.s, LGBT, personnes handicapées....). Mais nous nous interrogeons sur les mesures strictement répressives et sécuritaires qui se développent actuellement. Or nous constatons que dans le mouvement féministe, une réponse réflexe aux violences faites aux femmes est la demande de "lutter contre l'impunité". Il existe cependant d'autres courants féministes qui participent à la remise en cause des prisons et au développement d'une autre justice, réparatrice et transformatrice.

C'est dans ce cadre qu'après un an de réflexion en interne, nous avons organisé le 3 mars 2018 un colloque où nous souhaitions aborder ces différentes questions : quels sont les rapports entre la justice et les femmes, et comment les femme et les féministes se servent-elles de la loi ? La justice est-elle juste (par rapport aux victimes, par rapport aux auteurs, par rapport à quelle société) ? Et enfin, quelles alternatives à la simple répression ? Un panel composé d'historiennes, juristes, criminologues, nous a aidées à éclairer les enjeux actuels, tout en ouvrant des fenêtres sur des alternatives possibles. L'après-midi, le public composé de 61 participant·es a pu réfléchir, en ateliers, à la prévention des violences et l'exercice d'une autre justice à partir de cas concrets, en se demandant comment réagir du point de vue de la victime, de l'auteur ou de la société. L'association Fem&Law nous a accompagnées dans cette réflexion durant toute la journée.

Même si le colloque a abouti à davantage de questions que de réponses, le public semblait satisfait de sa journée. Quant à nos intervenant·es, voici quelques extraits des commentaires que nous avons reçus : « instructif et intelligent et en plus très sympa », « interventions très équilibrées et intéressantes », « très riche et très stimulant ! » « J'ai beaucoup aimé l'esprit qui y régnait et la cohérence de vos questionnements, et vos interrogations sans tabou ».

Les collaborations avec d'autres organisations en 2018

Afin d'atteindre également des femmes qui ne peuvent pas venir à nos propres activités - pour des raisons diverses comme la distance géographique, des obstacles d'accès (prix, langue, information) ou des problématiques spécifiques - nous recherchons des coopérations avec des associations et institutions qui travaillent sur le terrain avec ces publics et désirent leur offrir des ateliers ou des formations en autodéfense ou défense verbale. Nous présentons ces coopérations par type de public.

Maisons d'accueil

Les maisons d'accueil hébergent des femmes en difficulté, avec ou sans enfants. Souvent, ces difficultés sont liées à des problèmes de violence au cours de leur vie, surtout à la violence de la part de leur (ex-)partenaire. Certaines maisons d'accueil sont même spécialisées dans l'hébergement des femmes victimes de violence conjugale et ont une adresse secrète afin d'éviter que les partenaires violents ne les retrouvent et continuent leurs agressions.

Les formations que Garance propose à ce public donnent aux femmes la possibilité d'apprendre à mieux reconnaître les situations potentiellement dangereuses et à poser leurs limites à temps. Cette compétence est particulièrement importante pour des situations de violence de la part de proches, car c'est une violence qui s'installe subtilement avant qu'elle n'adopte des formes plus graves et plus visibles. Les participantes prennent ainsi confiance en elles et en leurs sentiments d'être en danger. Elles réagissent sur base de leur bien-être plutôt qu'aux intentions supposées de l'agresseur. Les formations de Garance contribuent au processus de reconstruction psychosociale après les traumatismes violents que ces femmes ont subis.

Nous avons établi avec plusieurs Maisons d'accueil des conventions à longue durée qui ont été intégrées à notre projet *Femmes migrantes, actrices de leur sécurité* (voir page 9), car la majorité des hébergées font partie de ce public.

A Bruxelles :

- Centre de prévention des violences conjugales et familiales : Notre plus ancien partenaire dans ce domaine a organisé quatre séries d'ateliers d'autodéfense, dont deux dans la nouvelle maison d'accueil La Parenthèse, qui ont touché 38 participantes.
- Talita: Garance a donné cette année un atelier d'autodéfense qui a touché 7 participantes. Une convention longue durée a été mise en place suite à cet atelier.

Dans le Brabant Wallon :

- Maison maternelle Paul Henricot (Court-Saint-Etienne) : 12 femmes hébergées ont participé à une série d'ateliers d'autodéfense.

Dans le Hainaut :

- Le 26 (Charleroi) : C'est de nouveau grâce à une formatrice de l'équipe d'intervention qu'une formation d'autodéfense a eu lieu pour 14 femmes hébergées.

Autres organisations féminines/féministes

Nos formatrices sont aussi disponibles pour toute organisation qui veut proposer à des femmes et des filles des formations d'autodéfense ou de défense verbale. Ces partenariats peuvent être ponctuels ou de longue date, comme celle avec la Maison des femmes de Schaerbeek, et dépassent souvent les frontières belges.

A Bruxelles :

- Cercle féministe de l'ULB : Garance a animé deux ateliers d'autodéfense pour outiller 15 étudiantes.
- Maison des femmes de Schaerbeek : Malgré notre déménagement et l'acquisition de bureaux avec une salle suffisamment grande pour y donner nos formations, la maison des Femmes de Schaerbeek où nous avons pendant longtemps donné la plupart de nos formations et avec qui nous collaborons sur divers projets, reste une partenaire privilégiée. Cette année encore, nous avons travaillé de pair sur un projet au long cours concernant le harcèlement dans l'espace public : en 2018, 10 ateliers de 3 ou de 6 heures en fonction du public concerné ou des possibilités d'organisation ont eu lieu, pour un total de 71 participantes.
- Poisson sans bicyclette : Garance a participé à une conférence/atelier sur le lien entre masculinités et violences dans un groupe de réflexion accueillant 10 hommes.
- Vie Féminine : Garance a animé un stage de base pour 10 femmes à la maison Couleur Femmes de Schaerbeek.

En Wallonie :

- Femmes prévoyantes socialistes : Garance a donné une séance d'information à Mouscron pour 42 personnes. A Basècles, invitée par les FPS de Wapi, Garance a donné un atelier de défense verbale sur le harcèlement dans l'espace public pour 7 femmes.
- Vie Féminine, Leuze : Garance a animé une formation de défense verbale pour 7 femmes.

Au Grand-Duché :

- CID | Fraen an Gender(Luxembourg) : Garance a animé un atelier d'autodéfense pour 13 femmes.

En France :

- L'Echappée (Lille) : Cette association de soutien aux femmes victimes de violence sexuelle a organisé un stage de base d'autodéfense auquel 5 femmes ont participé.

Au Royaume-Uni :

- Welsh Women's Aid/Cymorth i Ferched Cymru : Garance a donné un atelier de 2h pour 13 femmes en vue d'un partenariat international.

Projet Faire Face au sexisme (FaFa)

Ce projet est un partenariat de Garance avec le CEFA et la Maison des Jeunes Chez Zelle de Louvain-la-Neuve. Il a vu le jour en 2015 suite à la demande d'un groupe de jeunes femmes qui étaient en recherche d'outils pour répondre à des situations et des comportements d'agressions répandus dans la ville. Le projet s'inscrit dans un rythme scolaire, il démarre en septembre et se termine en juin ou en juillet. L'année 2018 comprend donc la deuxième partie de la saison FaFa 3 (de janvier à juillet 2018) et la première saison de FaFa 4 (de septembre à décembre 2018).

Vers la fin de la saison FAFA 3, la Maison des jeunes La Vitamine Z de Wavre a annoncé son départ du projet. A peu près en même temps, la travailleuse de Garance qui a contribué au lancement de FaFa a quitté l'association et donc le projet également. Le partenariat demeure entre Garance et Chez Zelle pour les activités éducatives, et entre Corps écrits et Garance pour la rédaction d'analyses et la future mise en place de marches exploratoires à Louvain-la-Neuve. La collaboration a continué avec le centre d'accueil de demandeurs.demandeuses d'asile de Caritas à Louvrange. Les résidentes du centre ont la possibilité d'assister à chaque atelier d'autodéfense grâce à des bénévoles de Caritas et de la Mj Chez Zelle qui assurent leurs transports. Les animatrices.eurs travaillant avec des jeunes, via l'Interfédérale des Centres de Jeunes, ont eu l'occasion de découvrir les démarches de prévention des violences de Garance lors d'une journée de réflexion et d'ateliers, intitulée « Faire face au sexisme et aux LGBT-phobies dans le secteur Jeunesse », qui leur a été consacrée par la coordination du projet FaFa.

Par ailleurs, Garance a rédigé, avec Corps écrits, une étude au titre de « *Oui, mais les hommes aussi...* » *La neutralité de genre dans la lutte contre les violences, question d'équité ?* Dans cette publication, nous passons en revue les conséquences néfastes pour les droits des femmes quand dans la lutte contre les violences, l'analyse de genre est mise de côté au profit d'une approche « neutre » qui a tendance à transférer des ressources précieuses des femmes vers les hommes victimes de violence, tout en proposant des services qui ne correspondent pas aux besoins les plus pressants de ces derniers car les approches sont calqués sur les outils efficaces dans le travail de soutien aux femmes. Une revue de la littérature scientifique permet aisément d'identifier des différences importantes des violences faites aux femmes et aux hommes. Nous concluons que les violences faites aux hommes, si elles sont un problème important que les autorités publiques doivent traiter, ne sont pas un obstacle à l'égalité entre les femmes et les hommes, contrairement aux violences faites aux femmes. Par conséquent, la lutte contre les violences faites aux femmes reste un élément central des politiques pour l'égalité et doit recevoir des ressources nécessaires, tandis que la lutte contre les violences faites aux hommes est un problème de santé publique et doit être prise en charge par d'autres instances et avec des moyens supplémentaires pour ne pas mettre en concurrence les femmes et hommes victimes de violence.

Organisations pour personnes en situation de handicap

En plus de notre nouveau projet Femmes en situation de handicap mental, actrices de leur sécurité (voir p. 9), la demande de la part des organisations par et pour des personnes en situation de handicap a continué en 2018. En effet, le handicap est un facteur de risque qui augmente sensiblement la vulnérabilité aux différentes formes de violence, des discriminations jusqu'aux violences sexuelles et physiques les plus graves. Garance est ravie de pouvoir étendre son action auprès des personnes en situation de handicap, tout en développant son expertise dans ce domaine. Notre formation « Vivre en sécurité » pour les personnes en situation de handicap mental a enthousiasmé 12 personnes à La Louvière et 9 à Mons (en collaboration avec Inclusion). D'autres formations ont eu lieu au Cap à Tournai et au CFP Famenne-Andenne pour un total de 20 personnes. En plus, nous avons animé un atelier pour 8 femmes malentendantes avec la Maison des femmes de Schaerbeek.

Autres organisations

A Bruxelles :

- Maison médicale Auderghem : un atelier sécurité pour 10 femmes
- ENSAV la cambre : deux ateliers de défense verbale pour 9 femmes
- Maisons de Quartier Rossignol : un atelier sécurité pour 16 femmes 55+
- Entraide et Culture : une marche exploratoire avec 10 femmes
- CEFAS : 2 ateliers d'autodéfense pour 17 femmes
- Point Culture : atelier « résister à l'antiféminisme » dans le cadre de « Féministe -toi-même », 16 personnes
- Declic : un stage complet d'autodéfense pour 6 femmes

En Wallonie :

- Cinex, Namur : une formation en autodéfense pour 7 femmes
- CPAS, Mons : une formation d'autodéfense pour 10 femmes
- Maison des jeunes, Libramont : un atelier d'autodéfense pour 9 filles

Ailleurs :

- Manifiesta, Bredene : un atelier pour 30 femmes
- Ville de Lille : 3 ateliers dans le cadre des activités pour la journée internationale des droits des femmes pour 40 participantes

Formations pour les professionnel.le.s

Garance propose depuis quelques années des formations de prévention des violences dans le contexte professionnel. Nous ne faisons pas de publicité pour ces formations parce que nous avons jusqu'ici trop peu d'animatrices formées pour faire face à la demande déjà importante par le seul bouche-à-oreille. Mais dans le courant de l'année 2018, deux nouvelles formatrices se sont formées, ce qui a augmenté le nombre de formations PRO dans le courant de cette année.

Nous avons pu répondre notamment à deux plus grandes commandes, l'une du CPAS de Bruxelles pour 6 modules de trois jours et l'autre de la Confédération syndicale internationale pour 7 modules d'une journée en français et en anglais. En plus de ces deux organismes, nous avons donné deux formations d'une journée pour le groupe politique S&D au Parlement Européen, l'une en français et l'autre en anglais et une journée pour Forma à Namur. Des ateliers de trois heures ont été animés pour l'Interfédérale des Centres de Jeunes et un pour la Direction régionale de l'environnement à Lille. Au total, nous avons formé 193 professionnel.le.s.

Ce succès de nos formations pour les professionnel.le.s, combiné avec une demande pour plus de diversité (formations sur le harcèlement sexiste au travail, les marches exploratoires etc.) et un projet avec la Fédération laïque des centres de planning familial de traduire et diffuser l'approche « système drapeaux » en Belgique francophone nous encouragent à développer un programme de formations à l'intention des professionnel.le.s (2019/20). Ce programme permettra de développer des formations plus diversifiées et de les rendre accessibles pour des personnes isolées et des petites équipes qui n'ont pas les moyens de réaliser une formation complète dans leur organisation.

La sensibilisation et information en 2018

Garance a aussi comme objectif de sensibiliser le grand public et les acteurs.rices du monde politique et social à une approche féministe de la prévention primaire des violences basées sur le genre. Trop de monde pense encore que les violences sont une fatalité, que les prévenir est impossible. Mais il y a des preuves que non seulement chaque femme et fille est capable d'augmenter sa propre sécurité, mais que les décideur.e.s peuvent soutenir leurs efforts individuels pour en faire des stratégies collectives.

Monde politique

Garance a continué à rencontrer les responsables politiques de tous les niveaux en charge de compétences qui touchent à notre domaine d'action. Nous avons surtout eu des réunions de suivi de projet en cours ou de mise en place de projets futurs, mais également quelques interventions où notre expertise était demandée.

Fin 2017, nous avons assisté à l'assemblée plénière AlterEgales organisée par la Ministre des droits des femmes, Isabelle Simonis, afin de donner forme à sa politique en matière de droits des femmes en **Fédération Wallonie Bruxelles**. Mais la thématique 2018 : « le droit à être représentée » ne nous a pas paru pertinente pour proposer un projet proche de nos missions et nous n'avons donc pas, contrairement aux années précédentes, participé aux groupes de travail. Nous avons par ailleurs rencontré la Direction de l'égalité des chance pour le suivi du projet *Femmes en situation de handicap mental, actrices de leur sécurité* (voir p. 9) qui a aussi servi à mettre en réseau différentes associations féministes travaillant sur cette thématique. Pour trouver des solutions pour une continuité de notre projet Enfants CAPables (voir p. 12), nous avons rencontré le cabinet de Marie-Martine Schyns, Ministre de l'enseignement.

Pour la **Région Wallonne**, nous avons eu une réunion avec le comité d'accompagnement pour notre projet *Femmes en situation de handicap actrices de leur sécurité*.

Au niveau **communal**, l'espace public reste au centre de l'intérêt de nos interlocutrices.teurs. A la Ville de Bruxelles, nous avons rencontré la Cellule égalité des chances lors de deux réunions dans le cadre de notre implication dans le contrat de quartier Marolles. Nous avons également rencontré le bourgmestre de Jette pour clarifier certains éléments suite à l'échec de la collaboration pour le contrat de quartier Magritte.

Associations et autres

Le renforcement de notre équipe et la multiplication des projets se sont reflétés dans le nombre de rencontres et réunions que nous avons eu avec des associations et services divers. La plupart de ces rencontres visaient la mise en place ou le suivi d'activités en collaboration. Des nouveaux contacts ont été établis avec plusieurs associations à Bruxelles et en Wallonie travaillant dans le secteur du handicap, et nous avons fait une présentation et démonstration lors d'un colloque organisé par Persephone vzw, la seule association belge par et pour les femmes porteuses de handicap. Pour présenter notre association et nos projets, nous avons accueilli Espace P..., un groupe d'étudiantes de l'université Carnegie Mellon du Qatar en voyage d'études, Plan International Belgique, Tamaris, l'Association belgo-palestinienne et la Ligue des familles.

Notre travail sur l'espace public (voir p. 11) nous a amenées à rencontrer le Centre video bruxellois et le Centre communautaire Maritime à Molenbeek pour intervenir dans la réalisation d'un documentaire. Pour Entraide et Cultures, nous avons animé une marche exploratoire. Avec Corps Ecrits, nous avons mis

en place un projet de marches exploratoires à Louvain-la-Neuve à partir de 2019. Nous avons également eu des rencontres avec les Ateliers Populaires et Entr'aides des Marolles dans le cadre du contrat de quartier Marolles. Sur cette même thématique, nous avons également accepté dix demandes d'interviews pour des étudiant.e.s. Suite à notre investissement à Namur, nous avons également été sollicitées par un cabinet d'architectes qui souhaiterait bénéficier de notre expertise sur leur projet d'aménagement du territoire à Namur.

Pour le projet Enfants CAPables (voir p. 12), nous avons rencontré deux nouvelles écoles primaires et une maison d'école de devoirs. Pour assurer une bonne collaboration en cas de signalements de violences vécues par les enfants, nous avons rencontré deux centres PMS en région bruxelloise. Nous avons également rencontré une formatrice française pour discuter des bonnes pratiques dans le cadre de ce projet, ainsi que la Fondation Roi Baudouin afin d'explorer la piste des fonds privés pour le financement de ce projet.

La visibilité accrue de Garance se traduit aussi en une demande croissante pour notre expertise lors de conférences et colloques. Nous avons pu partager notre expertise par rapport à l'espace public, entre autres lors de la présentation du projet « Coeur de ville » à Namur, pour lequel nous avons apporté notre point de vue suite aux marches exploratoires qui avaient eu lieu dans le quartier concerné lors de notre projet en 2016. Mais aussi lors d'une après-midi d'intervention et de marches exploratoires dans le cadre du colloque *3days4ideas* sur les interventions innovantes organisé par la Bellone à Bruxelles. Nous étions présentes à un débat sur la masculinité au Théâtre Varia et à la conférence « Gender Equality in Action » organisée par Equal Brussels. Comme chaque année, nous nous sommes rendues à la conférence de WAVE à Malte où nous avons fait trois interventions, dont une en plénière sur la neutralité de genre et deux autres en atelier sur la neutralité de genre également et sur la prévention primaire des violences. Et enfin, nous sommes intervenues au Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale pour parler du sexisme dans l'espace public et, dans le cadre de son cycle sur les violences, à une table ronde associative organisée par l'Université des femmes au sujet de « Approches psycho-sociales : du terrain aux droits des femmes, des spécificités aux nécessités ».

Dans le monde académique, nous avons aussi laissé nos marques. Depuis trois ans, nous intervenons à l'Université libre de Bruxelles dans le séminaire Sociologie de genre de David Paternotte où nous présentons les marches exploratoires en tant qu'outil d'analyse de genre et participons au feedback aux étudiant.e.s après qu'elles.ils ont effectué des marches. En 2018, nous sommes aussi intervenues à l'Université de Liège dans le cadre du cours « Voir et agir au prisme du genre. Outils théoriques et pratiques », dans le cadre du tout nouveau master genre, où nous avons présenté l'autodéfense féministe comme pratique de selfhelp. 2018 a également vu la publication de trois articles académiques (co-)rédigés par des membres de Garance :

- Irene Zeilinger : La longue marche vers une critique féministe de l'espace public. Dans : Sacco/Paternotte (eds.): *Partager la ville. Genre et espace public en Belgique francophone*. Academia-L'Harmattan, Louvain-la-Neuve 2018, 139-153.
- Patricia Mélotte et Irene Zeilinger : Les femmes et le harcèlement dans l'espace public: comment réagissent-elles? Dans : Sacco/Paternotte (eds.): *Partager la ville. Genre et espace public en Belgique francophone*. Academia-L'Harmattan, Louvain-la-Neuve 2018, 67-80.
- Fanny Buntinx, Albert Dupagne et Irene Zeilinger : Ville inclusive : L'espace public est-il vraiment pour toutes et tous? Dans : Brahy/Dumont/Fontaine/Ruelle (eds.): *Regards sur la ville. Echanges et réflexions à partir de Liège*. Presses universitaires de Liège, Liège 2018, 47-67.

Réseaux belges et internationaux

Le réseautage n'est pas uniquement nécessaire pour que Garance puisse mieux faire son travail, mais aussi pour affirmer notre soutien à des causes féministes qui ne sont pas en lien direct avec notre

mission de prévention des violences. C'est pourquoi Garance est membre de plusieurs réseaux et Plateformes en Belgique : Abortion Right Now, Défaire genre à Louvain-la-Neuve, Femmes et santé, Plateforme pour une naissance respectée...

En plus de cela, Garance investit des réseaux qui travaillent spécifiquement sur les violences faites aux femmes. Garance est membre de la Plateforme régionale violences entre partenaires de la Région Bruxelles-Capitale, où nous avons participé à deux réunions. De même, nous avons été à deux réunions de suivi du projet FaFa à Louvain-la-Neuve (voir p. 17), à trois réunions de la Plateforme féministe contre les violences faites aux femmes et six réunions de la plateforme Mirabal qui organise la manifestation nationale du 25 novembre. Nous avons aussi rencontré nos collègues flamandes de la toute jeune association reflexx*, ainsi que nos collègues liégeoises du CVFE ; dans le premier cas, il s'agissait d'explorer des manières de soutenir cette nouvelle association et dans le deuxième cas d'entamer une collaboration plus étroite dans cette ville avec une programmation commune.

Mais le réseautage le plus marquant en 2018 s'est concentré sur la Convention d'Istanbul du Conseil de l'Europe. La Belgique a ratifié cette convention internationale exemplaire en matière de lutte contre les violences faites aux femmes et devait remettre son premier rapport de réalisation en février 2019. Pour comparer l'évaluation officielle aux constats de terrain, la Plateforme féministe, sous l'égide de la Voix des femmes, a lancé une Coalition nationale des associations féministes et féminines pour rédiger ensemble un rapport alternatif. Les mois de janvier à juin ont été consacrés à collecter des données sur base du questionnaire du GREVIO, le comité expert.e.s du Conseil de l'Europe en charge d'évaluer les efforts des gouvernements de mettre en pratique la Convention. Pour cette phase, Garance a rédigé une analyse de la prévention primaire en Belgique francophone. Ces données ont été regroupés en une première version en septembre et, par la suite, ont été reformulés par des groupes de travail thématique. Garance a participé à deux groupes de travail (Prévention et Politiques Intégrales) et a pris la responsabilité de la rédaction finale pour le chapitre « Prévention ». Au total, nous avons participé à cinq réunions de la Coalition et à une délégation pour rencontre l'Institut pour l'Egalité des femmes et des hommes, l'organe en charge du rapport gouvernemental. Il va de soi que nous avons veillé à rendre visible le manque de prévention primaire des violences faites aux femmes.

A l'initiative de la Fédération laïque des centres de planning et de Garance, un groupe d'associations francophones s'est réuni pour traduire en français et diffuser l'approche du système drapeaux. Il s'agit d'une approche qui aide à évaluer des situations de comportements sexuels par ou à l'égard des enfants et des jeunes et à trouver une réponse adaptée. Développé en Flandres et aux Pays-bas par les associations Sensoa et Movisie, le « système drapeaux » y est largement diffusé dans l'enseignement, les mouvements de jeunesse, les associations sportives, les maisons de jeunes et tout autre service en contact avec des enfants et des jeunes. Conçu pour soutenir les professionnel/le/s, il est également utile aux parents et aux enfants qui y trouveront les moyens pour mieux communiquer sur la sexualité. Avec les associations Child Focus, Latitude Jeunes et Sida'SOS en Belgique et Santé sexuelle Suisse et le Mouvement français pour le planning familial, nous nous sommes réunies quatre fois afin d'élaborer un cadre pour cette collaboration.

Au niveau international, Garance s'est investie de nouveau dans le réseau Women Against Violence Europe (WAVE). En tant que *focal point* pour la Belgique francophone, nous transmettons les informations que nous recevons via le réseau et contribuons à notre tour en leur donnant des nouvelles sur la lutte contre les violences en Belgique. Après une pause en 2017, nous avons de nouveau pu participer à la conférence annuelle qui a eu lieu cette année à Malte. A cette occasion, nous avons fait une intervention en plénière sur la neutralité de genre (« #mentoo: The challenges of gender neutrality to the movement against violence against women ») et deux interventions en atelier, dont un encore sur la neutralité de genre et un sur la prévention primaire des violences faites aux femmes. Lors de la conférence, *Let's shut down antifeminism*, la version anglaise de notre brochure *Clouez le bec à l'antiféminisme*, a été présentée et a rencontré un vif succès. C'était de nouveau une bouffée

d'air et une rencontre enrichissante avec des activistes féministes venant de toute l'Europe. En plus de la conférence, nous avons intégré le groupe de travail sur la neutralité de genre qui s'attèle à développer un manuel pour activistes endéans les deux ans. Notre réflexion sur les stratégies contre l'antiféminisme sera un atout pour ce groupe.

Publications

Nous avons continué à diffuser nos publications. Grâce à nos nouveaux locaux où nous pouvons mettre à disposition nos brochures en libre-service pour les participantes à nos formations ainsi que pour des personnes qui viennent à des réunions, nous avons pu augmenter le nombre de publications diffusés. La proportion de brochures diffusées en région bruxelloise a augmenté.

- *Echappez belle ! Guide pratique de sécurité pour femmes* : 1273 ex., dont 23% en Wallonie
- *ABC de la sécurité. Guide pratique pour femmes migrantes* : 1151 ex., dont 41% en Wallonie
- *J'ai 55 ans ou plus et j'assure ma sécurité* : 498 ex., dont 26% en Wallonie
- *Clouez le bec à l'antiféminisme. Guide de défense verbale pour féministes !* : 821 ex., dont 37% en Wallonie
- *Libres à tous les coups. Guide d'autodéfense pour LGBT+* : 1190 ex., dont 10% en Wallonie

Remarquons aussi que la demande pour nos publications à l'étranger est importante, car 18% de nos brochures ont trouvé des lectrices.teurs en dehors de Belgique, surtout en France.

Les versions électroniques de nos publications continuent à être téléchargées. En 2018, près de 2000 personnes ont consulté *Echappez belle !* en ligne et plus de 800 se sont intéressées à notre cahier de recommandations *Namur au fil des pas*. La publication électronique qui a attiré le plus d'intérêt et aussi la plus récente : *Clouez le bec à l'aniféminisme* a été téléchargé 6000 fois. Indiquons aussi que Women Against Violence Europe a traduit cette dernière sous le titre *Let's Shut Down Feminism : The Verbal Self-Defence Guide for Feminists*; elle est désormais téléchargeable sur le site www.wave-network.org.

Présence médiatique

Garance est intervenue dans les médias 12 fois en 2018. C'est un peu moins que l'année précédente mais l'impact médiatique de #metoo avait rendu l'année 2017 un peu particulière. Nous avons pu constater que Garance reste une référence lorsqu'il s'agit de parler de prévention des violences et d'espace public mais les demandes ont été plus étendues sur toute l'année et moins reliées à un seul évènement. Certaines de nos interventions étaient en format court pour parler de notre thématique en général mais d'autres articles et interviews ont aussi permis d'entrer dans les détails des projets que mène Garance. Nous pouvons remarquer cette année que plusieurs articles ont été consacrés à la personnalité d'Irene Zeilinger, directrice de Garance, à travers sa carrière et son apport à l'autodéfense féministe, appuyé par du dixième anniversaire de la publication, ainsi que la réédition en poche, de son livre *Non c'est non - petit manuel d'autodéfense à l'intention de toutes les femmes qui en ont marre de se faire emmerder sans rien dire*.

- 17/01/18 : Reportage RTBF - *L'école Rive Gauche et l'autodéfense pour filles*
- 25/01/18 : Radio Panik/Les promesses de l'aube - *Enfants CAPables*
- 03/05/18 : Les femmes s'animent - *Portrait : Irene Zeilinger*
- 17/05/18 : Magazine Imagine (numéro 128 Juillet-Aout 2018) - *Portrait : Irene Zeilinger*
- 18/05/18 : RTBF/Matin Première - *Plan Interfédéral LGBT+*
- 25/05/18 : Rencontre avec Soraya Ghali, le Vif-l'Express - *La ville, territoire mâle*
- 31/05/18 : Interview du Journal de Montréal - *Réagir à l'antiféminisme*

- 31/05/18 : La DH - *Namur crée un quartier Women friendly*
- 2/06/18 : Les Inrocks - *L'autodéfense féministe joue un rôle dans l'émancipation des femmes beaucoup plus large que la sécurité*
- 2/10/18 : Le Soir - *Comment le féminisme devient un enjeu pour les politiques*
- 11/10/18 : La Voix du nord - *Violences : Les stages d'autodéfense féministe attirent de plus en plus de participantes*
- 21/11/18 : Radio Panik/Les promesses de l'aube - *Peliculatina, Mirabal et Cease*
- 22/11/18 : Radio Panik/Les promesses de l'aube - *Autodéfense féministe*

Newsletter

Notre newsletter reprend aussi bien des informations sur nos propres activités que des réflexions sur l'actualité ou des études concernant les violences basées sur le genre et leur prévention. Elle nous sert à diffuser notre agenda ainsi qu'à attirer l'attention sur diverses thématiques ou infos parfois peu relayées ou commentées ailleurs.

En 2018, nous avons fourni un effort particulier pour que la newsletter soit envoyée moins tard qu'auparavant dans le mois de parution et que la rédaction soit plus collective. Chaque premier lundi du mois l'équipe se réunit pour un comité de rédaction, les sujets sont choisis et répartis collégialement. Parfois des volontaires de Garance apportent leurs touches d'un article plus approfondi ou d'une brève sur l'actualité. Toutes les newsletters sont archivées et restent accessibles sur notre site web.

Site web www.garance.be

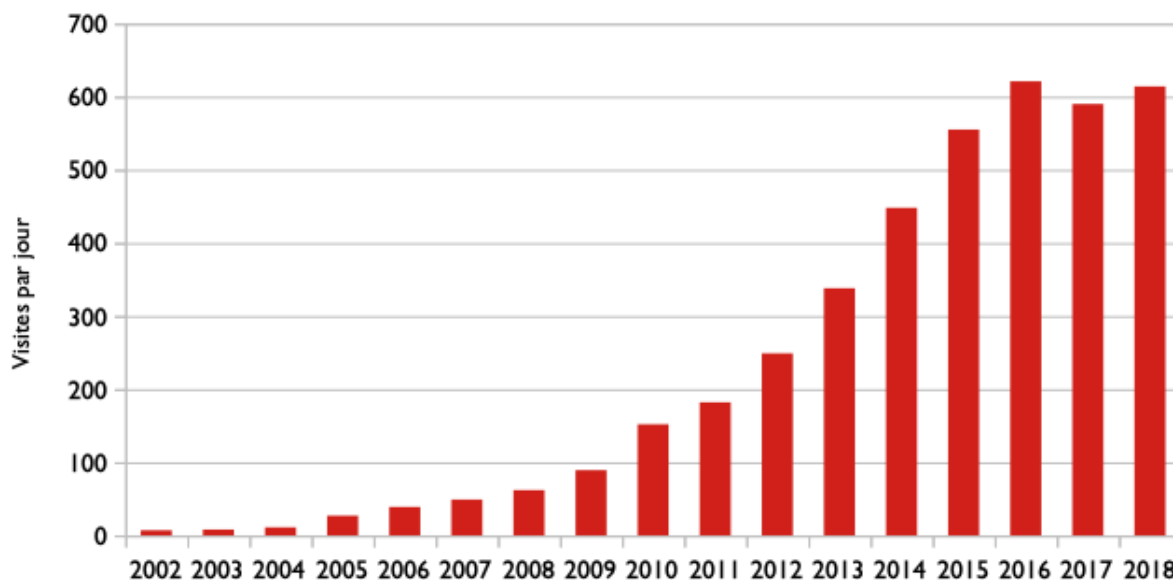
Notre site www.garance.be reste au centre de notre politique de communication. De cette manière, nous atteignons un grand nombre de personnes avec notre message de la prévention des violences, et cela à un coût abordable pour nos moyens limités. Le site rassemble non seulement les informations sur nos activités et publications, mais nous l'utilisons également pour commenter l'actualité ou proposer des articles de fond. Nous y publions également des témoignages de femmes qui ont réussi à prévenir une agression ou à s'en protéger.

En 2018, nous avons ajouté onze articles, deux de plus que l'année précédente. Nos écrits ont attiré plus d'attention avec, en moyenne 995 lectures (-7% sur 2017). Ce sont un article annonçant la première formation d'animatrices paires en Wallonie (2631 lectures) et un article qui analyse les enjeux et défis féministes de 2018 (2495 lectures) qui l'emportent. D'autres sujets étaient notre réponse au manifeste antiféministe concernant #metoo, « La liberté d'opprimer », une revue sur les dix ans de *Non c'est non*, le premier livre en français sur l'autodéfense féministe ou encore des comptes-rendus de nos lectures ou de conférences auxquelles nous avons participé. Nous informons également sur nos activités, par exemple le projet *Genre et espace public* (voir p.11).

Nous avons aussi continué notre série mensuelle *Femmes rebelles*. En 2018, par manque de moyens, seulement huit nouvelles femmes rebelles ont été présentées. Par ces portraits biographiques, nous voulons rendre plus visibles des femmes qui ont résisté, mais qui restent méconnues, même dans le mouvement féministe, en Europe francophone. 2018 a vu la publication de profils de Noor Inayaht Khan, une résistante musulmane ; Rita Levi Montalcini, une de seulement douze femmes médecins nobélisées parmi 200 hommes ; la sociologue féministe Fatima Mernissi ; Sanité Belair, générale dans l'armée de libération des esclaves en Haïti ; Sayyida al-Horra, reine des pirates ; la révolutionnaire française bien de chez nous, Théroigne de Méricourt ; Fatima al Fihriya qui a inventé l'université ; et Stella Young, l'activiste australienne pour les droits des personnes en situation de handicap. De nouveau, un échantillon diversifié de femmes rebelles, que ce soit par géographie, par époque historique ou par

leurs exploits. En moyenne, ces portraits attirent 216 internautes, ce qui représente une diminution d'un quart sur l'année précédente. Rappelons que les « anciennes » femmes rebelles continuent à amener des internautes sur notre site.

Graphique 2: Utilisation de www.garance.be, 2002-2018



En 2018, nous avons pu renverser la diminution de visites sur notre site, grâce à une alimentation plus régulière et l'intensification de notre page Facebook (voir ci-dessous). La fréquence de visites s'est de nouveau accrue, surtout dans la deuxième moitié de l'année, sans pour autant atteindre le record de 2016. En novembre, nous avons même pu atteindre un nouveau record mensuel avec 824 visites par jour, dû à notre mobilisation intensive pour la manifestation nationale du 25 novembre contre les violences faites aux femmes. Deux tiers des visites sur notre site concernent l'agenda de nos activités et un quart les articles que nous mettons régulièrement en ligne. Si cette évolution est positive, nous planifions quand même une refonte totale du site pour mieux pouvoir rendre visibles toutes nos activités et pour proposer un outil plus navigable et attractif aux internautes.

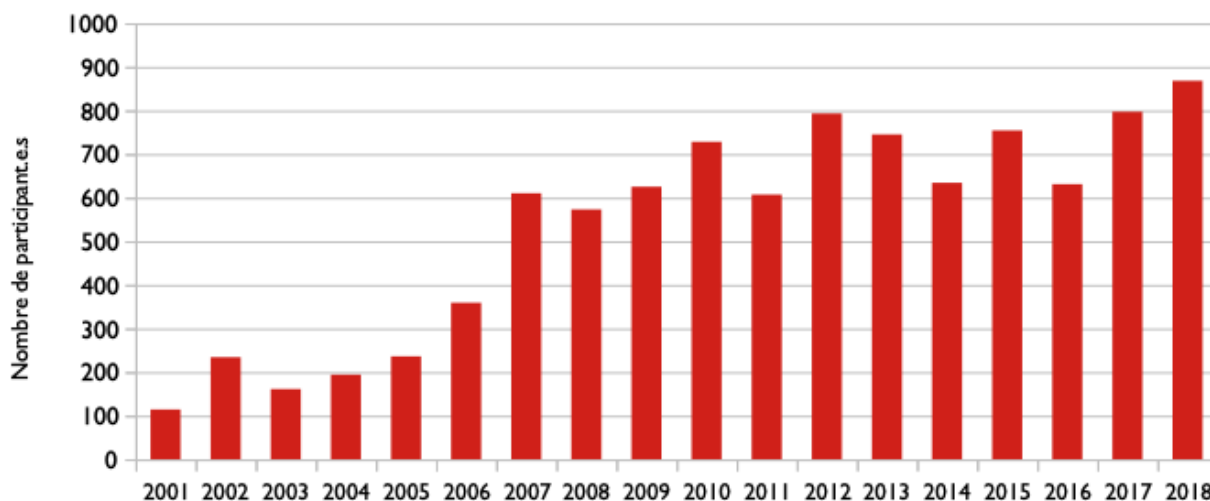
Page Facebook

Garance est présente - et active ! - sur Facebook depuis 2009 et a sa propre page depuis juin 2017. Via cette page, nous annonçons nos activités, réagissons à l'actualité et partageons des articles, sites, vidéos et campagnes que nous trouvons intéressants. 2018 était la première année complète de cette page, mais nous avons moins de ressources humaines pour assurer son alimentation régulière. Par conséquent, le rythme de publication a baissé à 1,8 posts par semaine (total 92 posts). La visibilité de nos publications en a souffert, avec une baisse du nombre de personnes qui voient nos publications par - 29% à 970 personnes. Si nos publications sont moins visibles à cause de leur faible fréquence, elles provoquent plus de réactions que dans le passé, montrant une plus grande participation de nos ami.e.s. Nos posts sont likés 31 fois et partagés 4 fois et attirent 1,5 commentaires en moyenne. Le message le plus vu et liké concerne la décision de la Ville de Namur d'intégrer nos recommandations pour l'égalité spatiale lors de la construction d'un nouveau quartier (voir p. 21) ; ce message a été vu 8167 fois, 386 des internautes l'ont liké et 57 partagé. D'autres messages qui ont été très visibles concernaient l'annulation d'un colloque dans le parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (5491 personnes), un film sur une action directe à la piscine de St Gilles pour un code vestimentaire non-genré (4655 personnes) et la publication de l'étude sur la neutralité de genre (4075 personnes).

Conclusions

L'année 2018 était de nouveau marqué par la croissance et la diversification de nos activités. Cela se reflète une augmentation de participant.e.s à nos activités. En effet, en 2018 nous atteignons un nouveau record : 868 personnes ont bénéficié d'une formation d'au moins 6 heures, ce qui représente une augmentation de + 9% par rapport à l'année précédente. Depuis la fondation de Garance, près de 10 000 personnes ont pu participer à une de nos formations.

Graphique 3 : Participant.e.s aux formations ≥ 6h, 2001-2018

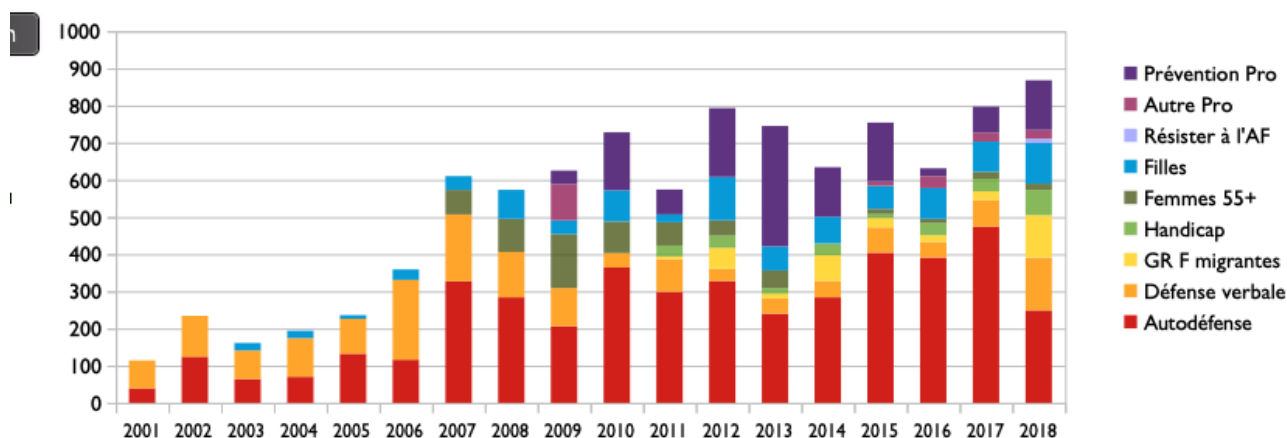


Rappelons que ces statistiques, que nous tenons depuis le début de notre activité en 2001, ne concernent que des formations d'au moins 6 heures. Les activités courtes, notamment les ateliers Enfants CAPables, les marches exploratoires et les ateliers de prévention pour les femmes migrantes, restent invisibles dans ce graphique, mais constituent une importante partie de nos réalisations. En 2018, nous avons touché plus de 2 000 personnes par des animations.

Une analyse plus poussée des chiffres informe sur l'évolution des types d'activités que nous proposons. Pour la première fois, nous montrons de manière séparée les nouvelles formations « Résister à l'antiféminisme », car elles promettent se développer les prochaines années. Globalement, on voit que notre offre est de plus en plus diversifiée et que les publics spécifiques, comme les filles, les femmes en situation de handicap ou les femmes migrantes, prennent leur place. L'autodéfense pour femmes en pâtit - nous atteignons tout juste la moitié des participantes de 2017, une année record. Ce n'est pas forcément négatif, car toutes nos animations sont inspirées par l'autodéfense féministe, et la diversification des activités permet de répondre aux besoins des participant.e.s sur mesure.

Nous voyons là la difficulté de maintenir notre équipe d'intervention de formatrices externes, surtout à cause de deux facteurs : d'un côté, nous avons besoin de personnel qualifié pour mener à bien nos nombreux projets et engageons de préférence des formatrices formées par nos soins - ce qui réduit l'équipe d'intervention disponible surtout pour l'animation de formations d'autodéfense. De l'autre côté, nous constatons une certaine « fuite de cerveaux », c'est-à-dire des formatrices vivant en Belgique au moment de leur formation et qui s'installent dans un autre pays (la plupart du temps en France). Si c'est positif qu'elles puissent renforcer ainsi le mouvement d'autodéfense féministe au-delà des frontières belges, leur départ réduit encore notre équipe d'intervention. Pour ces raisons, nous attendons avec impatience que le groupe qui suit l'actuelle formation de formatrice devienne opérationnel fin 2019.

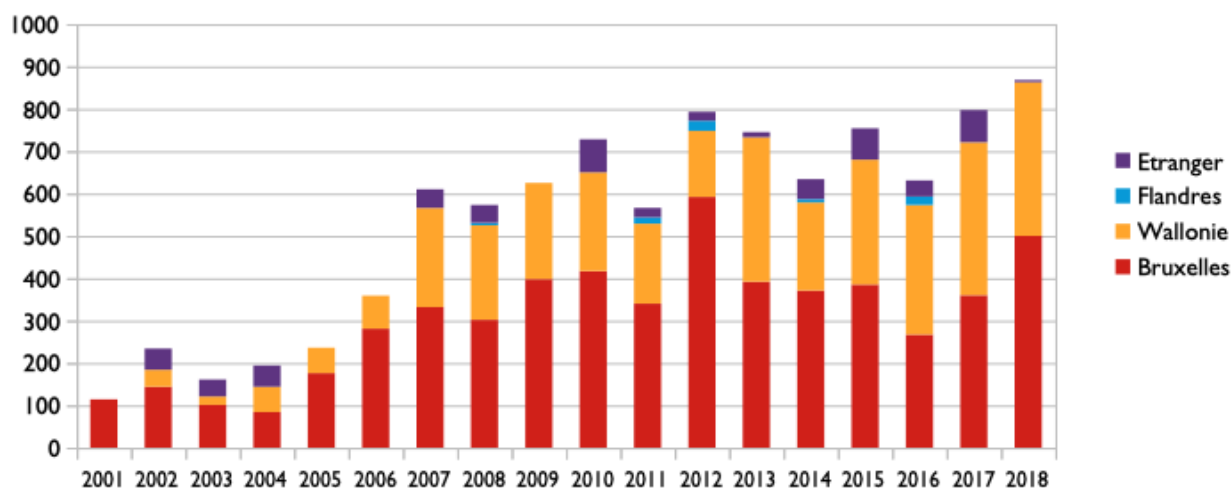
Graphique 4 : Participant.e.s selon type d'activité, 2001-2018



Nous nous réjouissons de voir que notre stratégie de fidéliser nos partenaires dans le projet Femmes migrantes, actrices de leur sécurité afin d'évoluer vers plus de groupes de réflexions et moins d'ateliers ponctuels a porté ses fruits. De même, les activités pour les femmes vivant avec un handicap prennent plus de place, grâce au projet Femmes en situation de handicap mental, actrices de leur sécurité. Le nombre croissant de filles qui fréquentent une formation d'autodéfense est lié à notre projet Autodéfense féministe pour filles et cette augmentation continuera sans aucun doute en 2019. Et la formation spécialisée de deux formatrices pour animer des formations pour les professionnel.le.s se solde avec une augmentation dans ce domaine.

Nous cherchons aussi à diversifier notre implantation géographique en Wallonie. Un dernier regard sur la ventilation de nos chiffres par région montre qu'après l'augmentation de nos activités en Wallonie en 2017, nous avons réussi à maintenir ce niveau en 2018. Cependant, la croissance globale de nos activités s'est faite en région bruxelloise, car c'est ici que des nouvelles activités comme « Résister à l'antiféminisme » ont eu lieu, que l'équipe des animatrices paires migrantes travaille de manière efficace et que les formations pour les professionnel.le.s ont lieu. Par contre, les formations à l'étranger ont diminué, car le groupe actuel de formation de formatrices contient moins de participantes françaises qu'il faudrait accompagner par des co-animations dans leur pays.

Graphique 5 : Participant.e.s selon région, 2001-2018



Sur base sur ces constats, les enjeux en 2019 ne diffèrent pas de manière significative de ceux des années précédentes :

- Le défi d'inscrire nos nombreux projets spécifiques dans la durée reste de taille, notamment le travail avec les mineurs qui n'est pas soutenu par notre financement en éducation permanente. Cela concerne le projet Enfants CAPables ainsi que le projet Autodéfense pour filles. Un financement récurrent nous permettrait non seulement de planifier à plus long terme et de travailler de manière plus efficace, mais aussi d'élargir ces projets en Wallonie où ces activités ne sont pas ou peu présentes.
- Nous continuerons à développer notre présence en Wallonie, via les antennes existantes à Louvain-la-Neuve, Namur et Tournai et via un nouveau partenariat à Liège. Notre ambition est de rendre l'autodéfense féministe accessible pour toutes les femmes en Wallonie.
- Pour cela, il sera nécessaire de continuer à former des nouvelles formatrices et de proposer des formations spécialisantes aux formatrices existantes afin de proposer , en Wallonie aussi, le programme diversifié que nous avons mis en place à Bruxelles.
- Notre projet *Femmes 55+, actrices de leur sécurité* a besoin d'une injection de nouvelles énergies. Actuellement en friche, il nécessite un nouveau réseautage afin de mettre en place des animations pour créer un public socle dans lequel nous pourrions recruter des nouvelles animatrices paires à former.
- Nous continuerons aussi à améliorer le cadre organisationnel dans lequel les travailleuses, formatrices et volontaires peuvent contribuer et s'épanouir, tout en remplissant notre mission de prévenir les violences basées sur le genre.

Comme chaque année, nous pourrions atteindre ces objectifs uniquement avec la participation active des femmes de toutes origines, tous âges, toutes réalités de vie. Car c'est dans la diversité, la rencontre quotidienne, l'échange sur pied d'égalité que nous continuons à apprendre et à enrichir nos pratiques, toujours avec le même but : en finir avec les violences basées sur le genre.

Rapport financier

Tout d'abord, une vérification de notre comptabilité nous a permis de constater une erreur d'encodage des subventions chevauchant deux années qui diminue le résultat négatif à EUR -29 436,61 au lieu de EUR -57 906,03.

Tableau 2 : Comptes annuels au 31 décembre 2018, en EUR

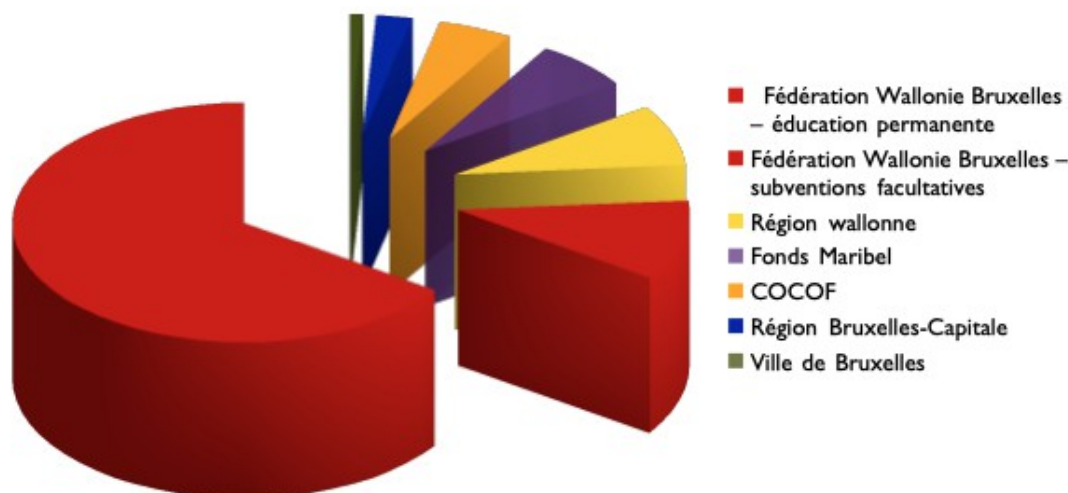
	2016		2017		2018	
Revenus		344 531,12		371 050,30		427 565,61
Activités de Garance	31 129,00		10 926,80		34 994,00	
Prestation de services à tiers	15 158,30		30 333,20		35 263,70	
Produits de biens culturels	574,64		530,50		590,00	
Subventions	280 026,10		315 704,55		282 214,48	
Dons et cotisations	1 590,00		1 729,00		2 066,00	
Autres produits d'exploitation	14 695,46		10 154,33		9 115,26	
Produits financiers et except.	910,42		688,92		63 320,17	
Charges		300 453,15		400 486,91		427 145,02
Frais de personnel	242 912,97		300 974,86		311 861,89	
Frais de déplacement	3 758,11		7 605,61		5 029,52	
Frais d'exploitation	11 190,22		15 748,79		20 225,18	
Frais de fonctionnement	37 541,12		47 647,05		57 100,68	
Frais de communication	2 050,61		10 193,46		2 321,15	
Frais financiers et impôts	251,34		1 318,16		7 096,99	
Charges exceptionnelles	2 256,13		16 998,98		23 509,61	
Résultat de l'exercice		44 077,97		-29 436,61		420,59

Après une perte conséquente en 2017 liée à l'achat de nos bureaux, nous atteignons un résultat positif de EUR 420,59, de nouveau bien plus positif que le résultat prévu dans le budget. Garance a créé des liquidités de EUR 20 840,09. Les subventions ont connu une légère diminution due au fait que le compte de résultat prend dorénavant en considération uniquement la proportion concernant l'année en cours. Cette diminution est palliée par une augmentation de nos revenus propres et le prélèvement sur un fonds affecté aux travaux d'aménagement de nos nouveaux locaux.

Nous avons pu contrôler nos dépenses, notamment les frais de personnel, malgré que celui-ci a augmenté de 5,2 à 5,6 ETP. Si la majorité de nos emplois sont couverts complètement ou à 90% par des subventions, ce n'est pas le cas pour deux mi-temps ACS ex-FBIE dont le deuxième nous a été attribué en 2017. Ces emplois sont en effet financés à moins de 50% des frais salariaux, et Garance doit donc couvrir le solde avec ses fonds propres. De même, nous observons une augmentation des frais d'exploitation due au fait que nous gérons dorénavant nos propres locaux plus grands et d'un certain standing. L'augmentation des frais de fonctionnement se traduit par l'augmentation des activités en général qui nécessitent alors plus de moyens pour les réaliser.

La répartition des subventions se fait selon le tableau suivant :

Graphique 6: Composition des subventions reçues en 2018



Autre facteur déterminant : notre capacité de récolter des fonds sous forme de subventions ponctuelles auprès de différents pouvoirs publics et fondations (voir graphique page suivant). En 2018, deux tiers de nos revenus avaient comme source des pouvoirs publics ; 72% de ces subventions sont récurrentes (forfait annuel éducation permanente, subvention ACS ex-FBIE, Fonds Maribel), et 28% sont des financements ponctuels pour nos divers projets. Cela signifie que notre action peut s'inscrire de plus en plus dans la continuité.

Tableau 3 : Bilan au 31 décembre 2018, en EUR

ACTIF	2018	2017	PASSIF	2018	2017
Actifs immobilisés			Capitaux propres		
Immobilisations incorporelles	0,00	328,40	Réserve légale	0,00	63 000,00
Immobilisations corporelles	338 505,87	278 183,13	Bénéfice reporté	332 999,77	332 579,18
Immobilisations financières	1 554,51	124,00	Dettes financières	231 808,72	241 646,87
Actifs circulants			Dettes > 1 an échéant	9 838,15	9 567,79
Créances commerciales > 1 an	0,00	0,00	Dettes commerciales	10 304,45	11 623,75
Autres créances	34 152,75	60 240,71	Dettes fiscales, salariales et sociales	61 650,41	56 102,90
Valeurs disponibles	344 317,83	419 208,78	Autres dettes	1 068,95	1 068,95
Comptes de régularisation	0,00	0,00	Comptes de régularisation	70 856,00	42 495,58
Total Actif	718 526,45	758 085,02	Total Passif	718 526,45	758 085,02

Dans le bilan, l'actif immobilisé a augmenté suite aux travaux effectués dans nos nouveaux locaux, contrairement à l'actif circulant en diminution à cause du recul des subventions en 2018. Le délai de paiement des client.e.s s'est raccourci grâce à une bien meilleure gestion de la facturation. La diminution des valeurs disponibles s'explique par, d'un côté, le fait que Garance paie les salaires en avance, en général avant la fin du mois courant et, de l'autre côté, par le fait que le solde des subventions arrive souvent bien après la fin des projets. Garance a suffisamment de ressources pour

faire face à ce décalage. Du côté passif, on remarque une augmentation des dettes salariales et sociales qui est lié à la croissance de notre équipe. L'augmentation des comptes de régularisation s'explique par la croissance des frais de formation payés en avance et des subventions chevauchées sur deux années.

Comme le bilan le démontre, nos caisses restent bien remplies pour ce projet. Depuis la création de Garance en 2000, l'association a gagné de valeur de manière continue. Cette valeur n'est pas seulement de nature financière, mais repose avant tout sur le savoir et savoir-faire de l'équipe de Garance, sur sa bonne réputation et sur sa mise en réseau au niveau local, national et international.